



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES2007

Pays : Ukraine

Correspondant national

Nom Prénom : **YAKOVENKO Olena**

Profession : **Head of Division of International Cooperation**

Organisation : **Ministry of Justice**

E-mail : **iorg@minjust.gov.ua**

N° Téléphone : **38 044 207 46 11**

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

46646000,0

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	21082612000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

1728

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

2187,07

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

6,65

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Information of the State Committee of the Statistics of Ukraine

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

276961140

7) Veillez préciser

data according to the Law of Ukraine "On State Budget of Ukraine for the year 2007"

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)

Oui

191875330

Budget public annuel alloué aux nouvelles

technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2430600
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	90856900
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	5174000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	4812030
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2794940
Autres (Veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui	

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

Increased in comparison with the year 2006 to 31263,08 thousand euro and in comparison with the year 2003 to 208389,69 thousand euro or it mean into 4 times.

In 2003 - 68571.45 (thousand euro)

In 2004 - 82949.9

In 2005 - 124678.5

In 2006 - 245698.06

In 2007 - 276961,14

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

000000000000000000000000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

285838490

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

294730

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	294730	

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

120125950

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Other ministry:
- the Ministry of Finance of Ukraine

Other:

- the State Court Administration (for the court of general jurisdiction)
- the Constitutional Court of Ukraine (is responsible for its own budget)
- the specialised courts (are responsible for their budgets)
- the Accounts Chamber
- the Main Audit Department of Ukraine

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

The information of the Ministry of Finance of Ukraine, the State Court Administration of Ukraine, the Law of Ukraine "On State Budget of Ukraine for the year 2007"

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

According to the parts 1 and 6 of the Article 93 of Criminal Procedural Code of Ukraine the court fees should be paid by the convicted person except the sums which were/should be paid to the interpreters or should be accepted by an account of the State.

The remuneration of the defendant labour, in case of appointment to participate in the case, provides by the State in the order and rates defined by the Cabinet of Ministers of Ukraine. In such way the reimbursement of the expenses to the State could be provided by the convicted person/persons who have the property responsibility for the actions of such person with their consent.

According to the articles 84 of Civil procedural Code of Ukraine and 90 of Code of administrative proceedings the expenses connected with the payment of the advocate aid or other expert in law who provides a legal aid on the contract base should be beared by the sides except the cases when according to the law the free of charge legal assistance is provided.

In case when the side is granted a discharge to pay a fee for the legal aid such expenses should be covered by the State.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national,

régional ou local:

	Nombre
Total	
En matière pénale	
En matière autre que pénale	

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		X	
en matière autre que pénale ?		X	

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

At the same time the Law of Ukraine "On insurance" establishes the "voluntary insurance" which is performed on the basis of agreement between the insured and the insurer. According to the para 19 of part 4 of the Article 6 of the mentioned Law the insurance of court fees could be one of the case for the voluntary insurance.

State supervision over insurance activity within the territory of Ukraine is exercised by the authorized body and its bodies in regions.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

According to the Article 59 of the Constitution of Ukraine everyone has the right to legal assistance. Such assistance is provided free of charge in cases envisaged by law.

Pursuant to the provisions of the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan) approved by the Decree of the President of Ukraine of 20 January 2006 No. 39 and taking into account the Parliamentary Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005 as well as the Report of the PACE on the Honouring of Obligations and Commitments by Ukraine to the Council of Europe and the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No.190 (1995), the Government of Ukraine carries out in practice the activities in the framework of the reform of legal aid.

Taking into account abovementioned, the Ministry of Justice of Ukraine on the basis of its territorial divisions were established the centres for the provision of free legal aid to the citizens with the low income, particularly to the pensioners, disable persons, vets, the members of large families, juveniles under legal age (18 years) etc. which consist in providing of the consultations and explanations in legal questions, helping to fill the legal documents etc. The main aim of such centres is to offer to the citizens the necessary consultations to make the decision in the questions of state or private life, of the rights and freedom protection which are guaranted by the Constitution of Ukraine as well as the international treaties.

As for today there are several centres for the provision of free legal aid functioning in the cities Kharkiv, Bila Tserkva (Kyiv oblast) and in Khmelnytsky oblast. The question of further opening such centres in other regions of Ukraine now is under discussion.

On 9 June 2006 by the Decree of the President of Ukraine №509/2006 was approved the Concept on the Reform of the System of Free Legal Aid.

According to the Action Plan is still under the development the Draft Law on Free Legal Aid. The deadline for elaboration the abovementioned draft Law is December 2008.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Question 26 - the information of the Ministry of Justice of Ukraine

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? oui

www.minjust.gov.ua, www.rada.gov.ua,
www.vasu.gov.ua/ua/news_legislation.html,
www.vasu.gov.ua/ua/register.html

à la jurisprudence des hautes juridictions ? oui

www.court.gov.ua

à d'autres documents (par exemple formulaires) ? oui

www.liga.net

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Victimes de violence domestique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

N.B.

According to the Article 1177 "Indemnification for the Property Damage to an Individual Suffered from Crime" of the Civil Code of Ukraine the following compensation procedure should be provided:

1. Property damage inflicted to the property of an individual as a result of crime shall be indemnified by the state, unless the person that committed a crime is identified or in case he/she is insolvent.
2. Terms and conditions of indemnification for the property damage inflicted to the property of a person that suffered from crime shall be specified by the law.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

According to the Article 264 of Criminal Procedural Code of Ukraine the prosecutor guided by the legislative norms and own moral certainty provides the public prosecution during the court hearings, affords the proofs, takes part in the investigation of the proofs, makes the request and express the opinion on the requests made by other participants of the suit, presents own views concerning the application of the criminal law and the measure of punishment for the person on trial.

The prosecutor shall introduce or support of the made civil claim if it is necessary to protect the rights of individuals or legal persons as well as the state interests.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

The decision to discontinue the criminal case taken by the agency in charge of investigation, investigator or prosecutor could be contested by the person whose interest it concerns or by he/she representative to the district (city) court of the region where the relevant body which made such decision is situated or of the region of working place of the state person who made such decision.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

durée excessive de la procédure ?

non exécution des décisions de justice?

arrestation injustifiée ?

condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

On the basis of the Law "On the Procedure of Compensation of Damage Caused to a Citizen by Illegal Actions of Inquest, Pre-Trial Investigation, Office of Public Prosecutor and Judicial Bodies" shall be compensated the damage caused to the citizen as a result of:

- illegal conviction, illegal arraignment as accused, illegal arrest, illegal search performed in the course of investigation or court proceedings, seizure or illegal sequestration on the property, illegal removal from job (post) and other procedural actions which limit the citizens' rights
- illegal administrative arrest or compulsory works, illegal property confiscation or penalty imposition

- illegal conducting of operative search measures.

According to Article 3 of the mentioned Law, a citizen shall be compensated:

1. salary and other monetary incomes which s/he lost as a result of illegal actions
2. the property confiscated or transferred to the state profit by the court
3. penalties imposed for execution of court decision, court expenses and other expenses paid by the citizen
4. the amounts paid by the citizen for granting him legal assistance
5. moral damage.

In accordance with the Article 4 abovementioned Law the compensation of the damage in cases, defined by the para 1,3,4 and 5 of the Article 3, provides by the costs of the state budget of Ukraine.

Concerning the para 1 of the Article 3 of the Law the amount of money compensation should be counted taking into account the sum had to be received by the person during the time of removal from job (post) or the period of execution of the administrative punishment.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

Oui

Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	679
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	54
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

The general local courts - 679
 the local administrative courts - 27
 the local economical courts - 27.

According to the Article 124 of the Constitution of Ukraine the jurisdiction of the courts extends to all legal relations that arise in the State. Judicial proceedings are performed by the Constitutional Court of Ukraine and courts of general jurisdiction.

The Article 125 of Constitution defines that in Ukraine, the system of courts of general jurisdiction is formed in accordance with the territorial principle and the principle of specialisation. The Supreme Court of Ukraine is highest judicial body in the system of courts of general jurisdiction. The respective high courts are the highest judicial bodies of specialised courts. Courts of appeal and local courts operate in accordance with the law. The creation of extraordinary and special courts shall not be permitted.

In accordance with the Law "On judicial system of Ukraine" the system of courts of general jurisdiction is made up from:

- local courts
- courts of appeal and the Court of Appeals of Ukraine
- the Court of Cassation of Ukraine
- highest specialized courts
- the Supreme Court of Ukraine.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Starting from 1 September 2005 in Ukraine is going on the process of the creation of 27 administrative local courts and 7 appeal administrative courts in the net of the administrative courts.

The new draft Law of Ukraine "On Judiciary of Ukraine" is adopted by the Parliament of Ukraine in the first hearings.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	--
un licenciement	706
un vol avec violence	679

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Veillez indiquer les sources pour la question 45

The information of the Supreme Court of Ukraine

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux**49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

6893

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	NAP
si possible, donnée en équivalent temps plein	

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

NAP

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

NAP

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

for criminal and civil cases

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours Oui

personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers Oui

personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation) Oui

personnels techniques Oui

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Question 49 - the Supreme Court of Ukraine

Question 53 - the State Court Administration, the Ministry of Justice

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

9786

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

3950

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

The information of General Prosecutor's Office

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies**60) Qui est responsable du budget du tribunal ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données				

électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

State Court Administration of Ukraine
 Lypska str., 18/5
 01021, Kyiv
 Ukraine

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The judicial reform in Ukraine is going on. In particular, on 20 January 2006 the President of Ukraine by its Decree №39/2006 has approved the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan). This document is elaborated with the aim to accomplish the honouring obligations and commitments of Ukraine to the Council of Europe listed in the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No. 190 (1995) as well as in the international agreements concluded within this international organization, comments of the experts of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) and taking into account the Parliamentary

Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005. The Action Plan provides the set activities to ensure independence and effectiveness of the judiciary, completion of the judicial reform, and to that end the Government of Ukraine should: 1. prepare, with participation of the Supreme Court of Ukraine, and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Concept on the Reform of the Judiciary and the Judicial Procedure in Ukraine and the Draft Action Plan to implement thereof 2. prepare and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Law on the amendments to the legislation of Ukraine on the judiciary and the judicial process in Ukraine, in particular, with regard to:- streamlining the system of courts, bringing it in compliance with the Constitution of Ukraine- enhancing rules on the maintenance of courts and the remuneration of judges - enhancing the order of appointment of presidents of the courts, limiting the scope of their authority - introducing a transparent competitive system of selection of judges and an efficient system of education and training of judges, introducing a random distribution of cases among judges within one court etc.

Veillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

The information is given by the State Court Administration of Ukraine, the High Administrative Court of Ukraine and the Supreme Court of Ukraine.

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
- Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
- le nombre de décisions rendues ?
- le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
- la durée des procédures (délais)?
- autre?

Veillez préciser:

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
- Non

Veillez préciser

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

Oui

Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

Nouvelles affaires

Durée des procédures (délais)

Affaires terminées

Affaires pendantes et stocks d'affaires

Productivité des juges et des personnels des tribunaux

Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique

Exécution des décisions pénales

Satisfaction du personnel des tribunaux

Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux

Coûts des procédures judiciaires

Autre

Veillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

Oui

Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veuillez préciser

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :**75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :**

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Veuillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Questions 70, 71,72 and 76 - the information of the Supreme Court of Ukraine

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	6	--	46	--
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	17	39	245	--
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	--	--	8	--

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Question 84 - The information of the Office of the Government Agent of Ukraine to the European Court of Human Rights

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

During the civil process the court considers the urgent matters within the reasonable term but not longer than 2 months from the date of opening the case. In case of renew on the former job and in case of recovering of the alimony the term of considering of the case by the court should not exceed the term of 1 month.

In the admimistrative proceedings the short-time for considering the case are foreseen for several categories of the cases. The are indicated in the Chapter 6 of the Section III

of the Code for Administrative Justice of Ukraine.

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**	4553	20823	13915	5828
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*	14611	110929	77325	18915
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**			2119	
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	1999	32672	24839	3266
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	36 000	16 000		36 000
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	36 000	16 000		36 000
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives	155	307	94	155
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	4210	25488	26496	3112
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	17662	162428	134731	16856
Licenciements				
Vols avec violence	9372	35576	32200	7927
Homicides volontaires				

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces					
Licenciements					
Vols avec violence					
Homicides volontaires					

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

According to the Article 106 of Family Code of Ukraine the marriage dissolution is carried out by the Public Civil Status Act Registration Authority upon the application of spouses that don't have children.

The Article 107 of the mentioned Code sets the cases of the marriage dissolution by the Public Civil Status Act Registration Authority upon the application of one of spouses in case if the other of spouses has been found missing, has been found legally incapable or has been sentenced to at least three years of jail for committing a crime.

The Family Code of Ukraine also sets defines the court procedure for the marriage dissolutions.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

In cases determined by the legislation, in the interests of the citizen and a State, the prosecutor can bring the suit (application) to the court, also during the civil and administrative proceedings, as well as to take part in case proceeding, to appeal the unlawful court decisions, to initiate the revision of the court decisions on the ground of appearance of the extra or newfounded circumstances of the case as well as to perform the protection of citizen and a State interests in the process of execution of the court decisions.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	546178					

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Comment to the question 98:

According to the criminal procedure legislation of Ukraine the prosecutors in Ukraine do not have the power to discontinue the criminal cases in the court. They are authorised only to initiate the question of discontinue the criminal case basing on the relevant reasons (if exist).

Veillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

Question 92 - the information of the State Court Administration of Ukraine

Question 94 - the Family Code of Ukraine

Question 98 - the information of the General Prosecutor's Office of Ukraine

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

According to the Law of Ukraine "On Judicial System of Ukraine" the qualification commissions of judges as well as the High qualification commission of judges of Ukraine are assigned with a task of establishing corps of professional judges that are able to administer law in good faith, efficiently and impartially.

The said commissions shall also deal with the issues connected with the judges' dismissal from their posts in cases, determined by the law.

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

According to the Articles 87 and 94 of the Law of Ukraine "On Judicial System of Ukraine" the qualification attestation holds by the qualification commissions and aimed to check the professional level of the judge (the candidate to the post of judge) and to take the decision concerning the assigning of the qualification ranks to the judge as well as to make recommendations of a candidate for a position of a judge including to the court of higher level.

The qualification commission of judges takes its decision according to the level of the professional knowledge, the length of service, the position and the work experience of the judge who should be attested with the aim to:

- 1) assign to a judge the relevant qualification ranks
- 2) remain to a the same qualification ranks
- 3) make decision regarding recommendation of a candidate for a position of a judge
- 4) postpone the attestation for the period not longer than 6 months (in case of insufficient level of professional judge knowledge).

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

The prosecutors and the investigators could be recruited persons who are the citizens of Ukraine, have the high law degree as well as necessary business and moral qualities. For the persons who do not have the practical experience of their specialization is required the traineeship in the prosecutor bodies at the beginning of their career for the period not longer then 1 year. The question of recruiting the person to the positions of prosecutor/investigator could be resolved only after making relevant verification of having previous convictions.

To the positions of the prosecutors of the Autonomous Republic of Crimea, regions, Kyiv and Sevastopol cities and to the positions of prosecutors with the same status could be appointed the persons not younger then 30 years old, with the experience of work in the prosecutor bodies or in the court not less then 7 years, to the positions of district and cities prosecutors the persons not younger then 25 years old, with the experience of work in the prosecutor bodies or in the court not less then 3 years.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

Note: the General Prosecutor of Ukraine is also authorised to appoint the prosecutors to the high prosecutor positions except the positions of the prosecutors of the regional level.

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

To the positions of the head of the prosecutor bodies and their structural division the person who applies for the position have to assume the following:

- to be the most prepared for the asked position,
- to have the systematical and deep professional knowledge in the relevant field,
- to know well the main directions of the prosecutor and investigator activities,
- to perform successfully the official duties,
- to be initiative and business-like person,
- to raise permanently their professional level,
- to be included into the candidates pool.

The General Prosecutor's Office of Ukraine as well as the offices of the prosecutors on the regional level recruit workers who:

- before the appointment to the position in the regional prosecutors office have the work experience in the prosecutor bodies not less then 3 years
- before the appointment to the position in the General Prosecutor's Office of Ukraine have the work experience in the prosecutor bodies not less then 5 years, including the experience of working in the regional prosecutors offices or on the positions of the prosecutors of the city or the district.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The term of powers of the General Prosecutor of Ukraine and the prosecutors who are subordinated to him is 5 years. For the next term of powers only that prosecutors could be appointed who provide the appropriate efficiency of the prosecutors and investors activities, have demonstrated the necessary qualities of the chief, who can take the decisions personally, who have the credibility and according to the attestation results are well qualified for relevant position.

The rest of prosecutor workers are appointed for undermenated period.

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?

Est-il renouvelable ?

pour les juges

 oui, veuillez
préciser la
durée

pour les procureurs

 oui, veuillez
préciser la
durée
Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The judicial reform in Ukraine is going on.

20 January 2006 the President of Ukraine by its Decree №39/2006 has approved the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan). This document is elaborated with the aim to accomplish the honouring obligations and commitments of Ukraine to the Council of Europe listed in the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No. 190 (1995) as well as in the international agreements concluded within this international organization, comments of the experts of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) and taking into account the Parliamentary Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005.

The Action Plan provides the set activities to ensure independence and effectiveness of the judiciary, completion of the judicial reform, and to that end the Government of Ukraine should prepare and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Law on the amendments to the legislation of Ukraine on the judiciary and the judicial process in Ukraine, in particular, with regard to:

- streamlining the system of courts, bringing it in compliance with the Constitution of Ukraine
- enhancing rules on the maintenance of courts and the remuneration of judges
- enhancing the order of appointment of presidents of the courts, limiting the scope of their authority
- introducing a transparent competitive system of selection of judges and an efficient system of education and training of judges, introducing a random distribution of cases among judges within one court.

5. 1. 2. Formation**110) Nature de la formation des juges.****Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**112) Nature de la formation des procureurs.
Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Note to the question 112:

In the most cases, the prosecutor offices are completing by the persons graduated from the Academy of Prosecutors of Ukraine and other higher law educational institutions with which the General Prosecutor's Office have the relevant contracts to prepare the specialists.

The qualification course for the prosecutors takes place in the Academy of Prosecutors of Ukraine not more then once per 5 years according to the determined programmes in the different aspects of prosecutor activity as well as for the relevant categories of workers.

20 January 2006 the President of Ukraine by its Decree №39/2006 has approved the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan). This document is elaborated with the aim to accomplish the honouring obligations and commitments of Ukraine to the Council of Europe listed in the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No. 190 (1995) as well as in the international agreements concluded within this international organization, comments of the experts of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) and taking into account the Parliamentary Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005.

The Action Plan provides the set activities to ensure independence and effectiveness of the judiciary, completion of the judicial reform, and to that end the Government of Ukraine should prepare and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Law on the amendments to the legislation of Ukraine

on the judiciary and the judicial process in Ukraine, in particular, with regard to:

- streamlining the system of courts, bringing it in compliance with the Constitution of Ukraine
- enhancing rules on the maintenance of courts and the remuneration of judges
- enhancing the order of appointment of presidents of the courts, limiting the scope of their authority
- introducing a transparent competitive system of selection of judges and an efficient system of education and training of judges, introducing a random distribution of cases among judges within one court.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1 ^{ère} instance au début de sa carrière	5640	4709,7
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	35258,6	34388,3
Procureur au début de sa carrière	1938,12	1502,04
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	8160	6528

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

- free of charge using of the all kind of local transport
- installation in the apartment of the security alarm, and using such security alarm for the State costs
- reduced tariff for purchasing the living apartments of the communal fond as well as the premises given for renting
- reduced flat rate and living costs
- free of charge medical services.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre fonction	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

Other - creative activity.

In accordance with the Article 127 of the Consitution of Ukraine professional judges shall not belong to political parties and trade unions, take part in any political activity, hold a representative mandate, occupy any other paid positions, perform other remunerated work except scholarly, teaching and creative activity.

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :**121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?**

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 114

Concerning the judges data - information of the State Court Administration of Ukraine and of the Supreme Court of Ukraine

Concerning the prosecutors data - information of General Prosecutor's Office of Ukraine

5. 2. 2. Procédures disciplinaires**122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :**

The right to initiate the question concerning the disciplinary proceeding against judges have:
 - the People's Deputy of Ukraine

- Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights (Ombudsman)
- the head of Supreme Court of Ukraine
- the head of the higher specialised court in the relation to the judge of relevant specialised court (except the possibility to initiate the question of dismissal of the judge)
- the head of relevant council of judges
- the members of the Council of Judges of Ukraine.

The prosecutor of the regional level and the General Prosecutor of Ukraine have the right to initiate the disciplinary proceedings against prosecutors.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

In the judicial system of Ukraine act the qualification commissions of judges of general courts, qualification commission of judges of the military courts, qualification commissions of the relevant specialised courts (administrative, economic), High qualification commission of Ukraine. The disciplinary proceedings bring into force:

- 1) qualification commissions in the relation to the judges of local courts
- 2) High qualification commission of judges of Ukraine in relation to the judges of the courts of appeal
- 3) High Council of Justice in relation to the judges of the high specialised courts and of the Supreme Court of Ukraine.

The disciplinary power on prosecutors have the prosecutor of the regional level and the General Prosecutor of Ukraine.

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	117	1305
1. Faute déontologique	-	41
2. Délit pénal	-	15
3. Insuffisance professionnelle	-	-
4. Autre	117	1249

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	108	1305
1. Réprimande	82	1054
2. Suspension	-	-
3. Révocation	-	-
4. Amende	-	-
5. Diminution de salaire temporaire	-	221
6. Rétrogradation de poste	-	-
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	-	-
8. Démission	19	30
9. Autre	9	-

vous pouvez inaiquer ci-aessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Law "On Bar" defines the Bar as a voluntary professional public association.

Veillez indiquer la source pour la question 126

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
 Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
 Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

The attorney can be a citizen of Ukraine, who:

- has higher legal education,
- has work experience not less than two years in the position of an attorney or attorney's assistant
- to have good command of the state language
- has passed qualification examinations
- obtained in Ukraine the certificate, giving the right to practice attorney's activity
- has sworn the Oath of the Attorney of Ukraine.

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui
 Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- réglementés par le Barreau ?
- librement négociés ?

6. 2. Evaluation**6. 2. 1. Plaintes et sanctions****136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
- Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

The consideration of the complaints regarding to the actions done by the lawyers is in the competence of the Discipline Chamber of the Bar Qualification and Discipline Commission of Ukraine.

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The consideration of the complaints regarding to the actions done by the lawyers is in the competence of the Discipline Chamber of the Qualification and Discipline Commission of Advocacy of Ukraine.

140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:**Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel				

141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :**Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel					

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

20 January 2006 the President of Ukraine by its Decree №39/2006 has approved the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan). This document is elaborated with the aim to accomplish the honouring obligations and commitments of Ukraine to the Council of Europe listed in the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No. 190 (1995) as well as in the international agreements concluded within this international organization, comments of the experts of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) and taking into account the Parliamentary Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005.

The Action Plan defines the need to draft the new wording of the Law on the Bar concerning the establishment in Ukraine of a professional self-governing institution of the Bar according to Council of Europe standards, reinforcing the guarantees of advocates' activity.

The elaboration of abovementioned draft Law is still in the process.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

- les affaires civiles ? oui, nombre :
les affaires familiales ? oui, nombre :
les affaires administratives ? oui, nombre :

- les affaires de licenciements ? oui,
nombre :
- les affaires pénales ? oui,
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Today the legislation of Ukraine recognises several types of mechanisms pre-trial and post-trial settlement of disputes which arise out of civil and economic legal relationships.

The Law of Ukraine "On Courts of Arbitration" regulates the procedure of creation and courts of arbitration activity in Ukraine and sets requirements to arbitration consideration with the purpose to defense the property and non-property rights and interests of individuals and legal entities. This Law shall not be applied to international commercial arbitration.

Court of arbitration is a non-state independent body that appears upon agreement or respective decision of an individual and/or legal entities concerned according to the procedure set by the mentioned Law, for settlement of disputes arised out of civil and economic legal relationships.

Legal entities and/or individuals may bring to court of arbitration any dispute that arises out of civil and economic legal relationships, except the cases envisaged by law. The dispute may be passed to consideration of court of arbitration in case, if between parties there is an arbitration agreement, which meets requirements of the Law "On Courts of Arbitration".

The dispute may be passed to court of arbitration until the competent court makes decision in the dispute between the same parties, on the same subject and on the same grounds.

The Economical and Civil Procedural Codes of Ukraine set the definition of the amicable agreement i.e. the agreement made by the parties and approved by the court to be used by the parties in case of arising the dispute question between them which concerns only the rights of the parties and the topic of the dispute.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

By the Ministry of Justice of Ukraine was elaborated the draft Law of Ukraine "On amendments to several legal acts of Ukraine" regarding to the mediation procedure (conciliation), draft Law of Ukraine "On Mediation In Criminal Matters" and draft Law "On Amendments to the Criminal Code and the Code of Criminal Procedure of Ukraine with regard to Mediation".

In the framework of cooperation between the Ministry of Justice of Ukraine and the Council of Europe draft Law of Ukraine "On Mediation In Criminal Matters" and draft Law "On Amendments to the Criminal Code and the Code of Criminal Procedure of Ukraine with regard to Mediation" were sent to the Council of Europe to carry out their examination.

The Council of Europe provided the expert opinion on possibilities for mediation in administrative matters under the current code of administrative procedure as well as the expertise on the draft law on mediation in criminal matters.

In the framework of the Joint Programme between the Council of Europe and Ukraine on Improving independence of the Judiciary were also carried out other activities to provide technical assistance in order to improve the Alternative Dispute Resolution Methods to respond to an increasing demand for justice.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

7089

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

The enforcement agent is a civil servant with the special procedural capability.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

The information of the Ministry of Justice of Ukraine

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
 Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
 Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

The information of the Ministry of Justice of Ukraine

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

pour les affaires civiles ?

pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

entre 1 et 5 jours ?

entre 6 et 10 jours ?

entre 11 et 30 jours ?

plus ?

Veillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique

oui,
nombre :

Insuffisance professionnelle

oui,
nombre :

Délit pénal

oui,
nombre :

Autre

oui,
nombre :

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :
Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :
Révocation	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Amende	<input type="checkbox"/> oui, nombre :
Autre	<input type="checkbox"/> oui, nombre :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The Law of Ukraine "On State Executive Service" sets grounds for organization and activity of state executive service and its tasks, as well as defines legal status of employees of bodies of state executive service and their social protection.

State executive service is included into the system of the Ministry of Justice of Ukraine and executes decisions of courts, courts of arbitration and other bodies the list of which is set in the laws of Ukraine.

Pursuant to this Law, bodies of state executive service are:

- Department of State Executive Service of the Ministry of Justice of Ukraine
- departments of state executive service of the Central Administration of Justice of the Ministry of Justice of Ukraine in the Autonomous Republic of Crimea, oblast, Kyiv and Sevastopol city administrations of justice
- district, city, district in cities departments of state executive service of respective administrations of justice.

As for today the Department of State Executive Service improves the mechanism of the executive proceedings and inculcates the experience of other countries with the developed system of the decisions execution.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

Information of the Department of State Executive Service of the Ministry of Justice of Ukraine

8. 2. Exécution des décisions pénales**8. 2. 1. Fonctionnement****163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

According to the Criminal Procedural Code of Ukraine the supervision of the laws while executing the court decisions in criminal cases as well as while the application of the measures of law-enforcement nature connected to the limitation of the personal freedom of the individual is provided by prosecutor.

The prescription of the prosecutor as regarding to the execution of the court decisions, statements and regulations shall be subject to immediate execution by all relevant bodies and officials.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

- | | | | |
|--|--|----------------------|------|
| privé (sans contrôle par une autorité publique)? | <input type="checkbox"/> oui, | nombre : | |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics? | <input checked="" type="checkbox"/> oui, | nombre : | 3897 |
| public ? | <input checked="" type="checkbox"/> oui, | nombre : | 1288 |
| autre ? | <input type="checkbox"/> oui, | nombre et précisez : | |

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

According to the Law "On Notariate" , notariate is a system of bodies and officials obliged to:

- certify rights
- certify facts that have legal value
- perform other notary actions provided by this Law with the purpose to give them the legal credibility.

Veillez indiquer la source pour la question 166

The information of the Ministry of Justice of Ukraine

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

Oui

Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

During the last year

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

The judicial reform in Ukraine is still going on.

20 January 2006 the President of Ukraine by its Decree №39/2006 has approved the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe (furthermore – the Action Plan). This document is elaborated with the aim to accomplish the honouring obligations and commitments of Ukraine to the Council of Europe listed in the Parliament Assembly of the Council of Europe's Opinion No. 190 (1995) as well as in the international agreements concluded within this international organization, comments of the experts of the European Commission for Democracy through Law (Venice Commission) and taking into account the Parliamentary Assembly of the Council of Europe's Resolution No. 1466 and Recommendation No. 1722 of 5 October 2005.

In general, the Action Plan is composed of around different 70 activities which must be accomplished by the state bodies with the aim to provide the functioning of the democratic institutions, the rule of law and respect for human rights and fundamental freedoms of a person. The mentioned activities, in general, comprise the elaboration and adoption of the new laws and legal acts of Ukraine or making the amendments to already existing documents with a view to complete the reform of the judicial and the penitentiary systems, to create conditions for the execution of judgements of the European Court of Human Rights, ensuring the right to individual application, in order to ensure the protection of human rights and freedoms etc.

The Action Plan provides the set activities to ensure independence and effectiveness of the judiciary, completion of the judicial reform, and to that end the Government of Ukraine should:

1. prepare, with participation of the Supreme Court of Ukraine, and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Concept on the Reform of the Judiciary and the Judicial Procedure in Ukraine and the Draft Action Plan to implement thereof
2. prepare and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Law on the amendments to the legislation of Ukraine on the judiciary and the judicial process in Ukraine, in particular, with regard to:
 - streamlining the system of courts, bringing it in compliance with the Constitution of Ukraine
 - enhancing rules on the maintenance of courts and the remuneration of judges
 - enhancing the order of appointment of presidents of the courts, limiting the scope of their authority
 - introducing a transparent competitive system of selection of judges and an efficient system of education and training of judges, introducing a random distribution of cases among judges within one court
3. submit proposals on the improvement of the order of funding of courts
4. prepare, with participation of the Supreme Court of Ukraine, and submit according to the established procedure to the President of Ukraine the Draft Law on the Court Fee.

The Action Plan also pays attention to the drafting of Law on the new wording of the Law on the Bar concerning the establishment in Ukraine of a professional self-governing institution of the Bar according to Council of Europe standards, reinforcing the guarantees of advocates' activity.

The President's Decree No 39 also expresses its need to prepare, with participation of the Supreme Court of Ukraine and according to opinion of the Venice Commission and PACE Recommendation 1604 (2003), and submit according to the established procedure to the Cabinet of Ministers of Ukraine the Draft Law on the new wording of the Law of Ukraine "On the Prokuratura" concerning the transformation of the Prokuratura into a democratic institution, whose functions are in compliance with principles of the rule of law.

The Ministry of Justice of Ukraine submits to the Cabinet of Ministers of Ukraine quarterly reports on the implementation of the Action Plan for their analysis and subsequent informing of the President of Ukraine.

As for today the Government of Ukraine has accomplished more than a half all the activities of the Action Plan.

Among them are:

- adopted Law of Ukraine «On the Enforcement of Judgments and the Application of the Case-Law of the European Court of Human Rights»
- approved Decrees of the President of Ukraine «On Action Plan for 2006 concerning the improvement of the

judicial system and providing the fair trial in Ukraine in accordance with the European standards» of 20 March 2006 №242, «On Concept of Improving of the Judiciary to provide the fair trial in Ukraine in accordance with the European standards» of 10 May 2006 №361, «On Concept of the Formation of the System of Free Legal Aid» of 9 June 2006 № 509, «On National Plan for Ensuring Proper Enforcement of Judgements» of 27 June 2006 № 587,

- published resolution of the Cabinet of Ministers of Ukraine of 31 May 2006 №784 «On Activities to implement the Law of Ukraine «On the Enforcement of Judgments and the Application of the Case-Law of the European Court of Human Rights» and
- issued prescription of the Cabinet of Ministers of Ukraine of 16 November 2005 №459-p «On Approval of the Concept of the State Program of providing the courts with the proper premises for the period 2006 - 2010».

The Government of Ukraine continues to accomplish the tasks set by the Action Plan for the Honouring by Ukraine of its Obligations and Commitments to the Council of Europe.